

Arrêté ARS/BFC/DOS/ASPU 19-164 modifiant le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.1435-5 ; L.6314-1 à L.6314-3 ; R.6311-8 ; R. 6315-1 à R. 6315-6 ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant la permanence des soins ambulatoire ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;

Vu l'instruction DGOS/R2/2011/192 du 20 mai 2011 relative à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

Vu le décret n°2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté du 02 août 2018 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu les avis rendus par le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires de Saône et Loire en date du 1^{er} juillet 2019 ; du Doubs en date du 26 juin 2019 et du territoire de Belfort en date du 28 juin 2019 ;

Vu l'avis défavorable rendu par la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie relatif au cahier des charges régional prononcé lors de la consultation du 04 septembre 2019 ;

Vu l'avis réputé rendu, en application de l'article R 6315-6 dernier alinéa, de l'Union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux de Bourgogne-Franche-Comté relatif au cahier des charges régional (saisine le 23 septembre 2019) ;

Considérant que le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires est conforme aux dispositions du code de la santé publique (article R6315-1 et suivants) ;

Considérant que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 sur la rémunération des médecins participant à la permanence des soins ambulatoires ;

Considérant que le dispositif de permanence des soins ambulatoires est une réponse médicale aux demandes de soins non programmés assurée en dehors des horaires d'ouverture des cabinets libéraux et des centres de santé et qu'à ce titre, il doit être organisé en fonction des besoins de la population évalués et de l'offre de soins existantes.

ARRETE

Article 1 : Sur le département de Saône et Loire, le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, intègre dans son texte et son annexe la modification suivante :

- ✓ L'annexe 1.6 – « Déclinaison départementale du cahier des charges régional de la PDSA de la Saône et Loire », est modifiée comme suit :

- au paragraphe « I. Etat des lieux départemental »

- D – 1/ Les secteurs de garde : « La sectorisation arrêtée en juillet 2019 suite au rattachement du secteur d'Etang sur Arroux au secteur d'Autun est de **22 secteurs la semaine et 21 secteurs les week-ends et jours fériés** »

- au paragraphe « III. Effecton »

- A/ secteur de PDSA : « Au 1^{er} juillet 2019, la sectorisation comprend **22 secteurs la semaine et 21 secteurs les week-ends et jours fériés**, en effet, les secteurs de Tournus et Sennecey le Grand ne sont regroupés que les week-ends et jours fériés « La PDSA n'est plus assurée :
 - sur le secteur de « Tournus-Cuisery », en semaine, les week-ends et jours fériés de 20 heures à minuit
 - sur le secteur mutualisé de Tournus et Sennecey le Grand, de 20 heures à minuit les week-ends et jours fériés »

- Modification du tableau récapitulatif des secteurs : les secteurs ont été renumérotés suite à la fusion de deux secteurs (Etang sur Arroux et Autun) et les horaires ont été précisés sur les secteurs de Tournus-Cuisery et Sennecey le Grand.

Article 2 : Sur le département du Doubs, le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, intègre dans son texte et son annexe la modification suivante :

- ✓ L'annexe 1.2 – « Déclinaison départementale du cahier des charges régional de la PDSA du Doubs », est modifiée comme suit :

- au paragraphe « III. Effecton »

- la mention « hors nuit profonde » a été ajoutée dans la colonne « Horaires assurés en PDS » du tableau, pour les secteurs suivants :

- 25-03 Novillars,
- 25-04 Quingey,
- 25-05 Saône,
- 25-08 Clerval,
- 25-09 Amancey,
- 25-10 Sancey le Grand,
- 25-18 Ornans,
- 25-19 Pont de Roide

- L'organisation du secteur 8 est précisée ainsi « à la demande de ces professionnels, une organisation plus soutenable pour l'effecton a été définie, en lien avec le CDOM 25 :

- La semaine, les patients sont pris en charge au sein de la maison médicale d'Audincourt.
- Le week-end, les médecins-effecteurs du secteur 8 participent à la garde (visites et consultations) : les samedis de 12h à minuit, les dimanches et jours fériés de 08h à minuit.
- Pendant les périodes de congés, les astreintes doivent être assurées autant que possible, en fonction des disponibilités des médecins volontaires.

Cette organisation sera réinterrogée au seuil de 6 médecins volontaires pour l'effectif.»

- Le paragraphe « Expérimentation d'une double effectif en période épidémique » a été supprimé car ce projet a été abandonné. Pour rappel, il concernait les secteurs de Montbéliard, Pontarlier, Besançon.
- Le paragraphe « Réflexion à mener à partir du septembre 2018 avec les acteurs locaux de la PDSA, le conseil de l'Ordre du Doubs, l'AMU et l'Agence régionale de santé » a été supprimé.
- Le paragraphe « Réflexion à mener avec les acteurs locaux de la PDSA, le conseil de l'Ordre du Doubs, l'AMU et l'Agence régionale de santé : réponses aux demandes de soins non programmées et efficacité des organisations » a été actualisé. L'échéance est fixée à présent à 2020.
- Le paragraphe « Certificat de décès et visites incompressibles » a été supprimé.

Article 3 : Sur le département du territoire de Belfort, le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, intègre dans son texte et son annexe la modification suivante :

- ✓ L'annexe 1.8 – « Déclinaison départementale du cahier des charges régional de la PDSA du Territoire de Belfort » est modifiée comme suit :
 - Ajout de « applicable au 01/11/2019 » dans le titre de l'annexe ci-dessus.
 - Dans sa partie « I. Etat des lieux » :
 - modification de « pour ce nouveau cahier des charges » par « pour le cahier des charges 2018-2022 » et suppression de « à toute heure ».
 - paragraphe B « offre des soins ambulatoires », mise à jour des données au 01/01/2018.
 - concernant la garde ambulatoire, suppression de « par ailleurs, une plateforme régionale de transports sanitaires existe en Franche-Comté. Un cahier des charges régional Bourgogne Franche-Comté est également en cours de réalisation ».
 - paragraphe E relatif aux données d'activité de la PDSA, suppression du paragraphe sur l'activité de la deuxième partie de nuit (00h-08h) et actualisation des données 2017 contre 2016 auparavant.
 - Dans sa partie « III. Effectif »

A/ sectorisation

- « Le dispositif repose sur une double sectorisation... » est remplacé par « le département compte 4 secteurs pour la tranche horaire 20h-minuit, les samedis après-midi, les dimanches, les jours fériés et les ponts ».
- Suppression de la dernière ligne du tableau relative au secteur unique pour la nuit profonde.
- Ajout sous chaque nom de secteur de « hors nuit profonde ».
- Suppression de la ligne relative à la valorisation de l'astreinte « la nuit de 00h à 08h : 250€ ».

Article 4 : La partie régionale du cahier des charges de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, intègre dans son chapitre « Les orientations régionales de la PDSA »,

- Le tableau intégré au paragraphe « le dimensionnement de la régulation », est modifié pour tenir compte :
 - Du transfert du CRRA 15 de la Nièvre au CHU de Dijon ayant abouti à une réorganisation de la régulation libérale portée par l'AREMEL 21 et Régulib 58 et une adaptation de l'organisation des lignes d'astreinte (nombre de lignes identiques) ;
 - de la mise en place, à titre expérimental, d'une seconde ligne le samedi matin de 08h à 12h à l'AREMEL ;
 - de la mise en place, à titre expérimental, d'une ligne le samedi matin de 08h à 12h à l'ACORELI à compter du 7 septembre 2019 (cf article R6315-6 du code de la santé publique) et de la réduction du nombre de lignes les jours de pont avec 5 régulateurs de 08h à 12h et 4 de 12h à 20h (contre 7 et 5).
- A la suite du paragraphe relatif au « rôle du médecin régulateur libéral », la mention suivante est ajoutée : « **La fonction de médecin régulateur est, pendant la période où elle est assurée, exclusive de toutes autres fonctions** ».
- ✓ A l'annexe 8, le tableau « forfaits horaires régulation » est modifié pour rajouter le tarif des samedis matins pour l'ACORELI et l'AREMEL.

Article 5 : Le reste du cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, tel que défini par l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU/2018-131, modifié par l'arrêté 2019-163, demeure inchangé.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2019.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs de la région Bourgogne-Franche-Comté et des départements de la Saône et Loire, du Doubs et du territoire de Belfort :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régional de santé Bourgogne-Franche-Comté ;

- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la santé ;
 - d'un recours contentieux formé par toute personne ayant intérêt à agir devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas ;
- à l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne – Franche-Comté et des préfectures des départements du Doubs, de Saône et Loire et du territoire de Belfort. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 6 : Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale Bourgogne-Franche-Comté, Messieurs et Mesdames les délégués départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et des préfectures de Saône et Loire, du Doubs et du territoire de Belfort. Une copie sera adressée aux intéressés des départements concernés: préfectures, conseils de l'ordre départementaux des médecins, caisses primaires d'assurance maladie, l'union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux.

A Dijon, le 22 OCT. 2019



Le directeur général

Pierre PRIBIE